

ARRÊTE MUNICIPAL N°225/2022/PM

OBJET : Occupation temporaire du domaine Public, Food truck « Le Goût d’Aimée », Avenue de Provence.

Le Maire de la commune de Marguerittes (Gard),

Vu le Code de la Route et ses articles R.417-9, R.417-10 et R.417-11,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-5 et L.2131-2 relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police de la circulation,

Vu le code du commerce , notamment les articles L123-29, R.123-32, R.123-35 et R.123-38

Vu la délibération N°2022/06/08 du Conseil Municipal du 01 Juin 2022 fixant les tarifs municipaux,

Vu la demande en date du 08/11/2022 présentée par Monsieur CHAFFRAIX Emmanuel, artisan commerçant exploitant un Food Truck de type alimentaire «Le Goût d’Aimée», sis 9 Avenue de la Camargue à 30320 Marguerittes (Gard), sollicitant l’autorisation d’occuper un emplacement, 15 Avenue de Provence tous les Lundis et Mardis de l’année 2022 de 18h00 à 21h30.

Vu les documents présentés inhérents à son activité commerciale et au contrat d’assurance en cours de validité,

Considérant que toute occupation du domaine public nécessite une autorisation individuelle et soumise à encaissement de la part de l’autorité gestionnaire du domaine public,

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur CHAFFRAIX Emmanuel, artisan commerçant exploitant un Food Truck de type alimentaire «Le Goût d’Aimée» est autorisé à occuper un emplacement, 15 Avenue de Provence, face au garage de Madame GOUDARD Renée (autorisation écrite fournie) tous les Lundis et Mardis de l’année 2022 de 18h00 à 21h30 dans le respect des prérogatives liées au voisinage et à l’accès des personnes à mobilités réduites. **Monsieur CHAFFRAIX devra s’assurer de ne pas empiéter sur la place à côté qui est réservée aux personnes à mobilités réduites et de veiller au bon respect de celle-ci par ses clients.**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable et ne pourra en aucun cas être transférée au bénéfice d’un tiers.

L’administration municipale pourra toujours la modifier ou l’annuler si l’intérêt public l’exige et sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité (notamment en cas de comportement contraire au bon ordre ou de présentation de documents erronés).

Article 2 : L'autorisation d'occupation du domaine public est accordée sous réserve du respect de l'intégrité des sols, du mobilier urbain, compris dans l'emprise de l'autorisation.

L'occupant est tenu de respecter les normes d'hygiène, de sécurité et de salubrité durant la période d'occupation du domaine public.

Il assume l'entière responsabilité de l'occupation de son emplacement, de l'activité commerciale qui y est exercée, des personnes accueillies sur le site.

Article 3 : Les opérations de nettoyage consécutives à l'occupation du domaine public sont à la charge de la pétitionnaire. A l'expiration de la présente autorisation, le domaine public sera dégagé de tout encombrement.

En cas d'anomalies, la commune de Marguerittes se réserve le droit de facturer les opérations de remise en état ou de nettoyage nécessaires.

Le titulaire de l'autorisation est tenu de s'assurer en responsabilité civile contre les risques inhérents à l'occupation de leur emplacement étendue et à leur activité commerciale.

L'exploitant de l'emplacement est le seul responsable tant envers la commune de Marguerittes qu'envers un tiers, de tout accident ou incident, dégât ou dommage de quelque nature que ce soit pouvant résulter de l'exploitation de leur emplacement.

La commune de Marguerittes ne garantit en aucun cas les dommages causés au mobilier et accessoires composant l'emplacement occupé contre les éventuelles dégradations occasionnées par les passants, les consommateurs ou par tout évènement ou accident survenu sur la voie publique.

Article 4 : La présente autorisation est accordée pour la période citée à l'Article 1. Cette autorisation pourra être renouvelée pour une année sous condition de modification tarifaire et du respect de celle-ci.

Article 5 : La présente autorisation donne lieu à perception de la redevance d'occupation du domaine public dont les tarifs sont arrêtés par la délibération susvisée du Conseil Municipal.

Vous serez redevable de la somme forfaitaire de 1€/M2 par jour d'occupation : soit 10 € X 2 jours = 20 € pour tous les Lundis et Mardis de l'année 2022.

Cette somme est à régler contre un reçu fiscal et à verser en une fois auprès de la Mairie à l'ordre de Monsieur le comptable public (centre des finances publiques de Nîmes Agglomération, 67 rue Salomon Reinach, 30032 Nîmes.)

Article 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Marguerittes.

Article 7 : Le présent arrêté municipal peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication, devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères, 30000 Nîmes).

Article 8 : Ampliation du présent arrêté est transmise à Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Marguerittes, à Monsieur le brigadier-chef principal de la police municipale de Marguerittes, à Monsieur le Responsable des Services Techniques et à Monsieur CHAFFRAIX Emmanuel.

Article 9 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

A Marguerittes, le Neuf Novembre deux mille vingt deux.

Pour M. le Maire et par délégation
M. Eric MARC



Conseiller Municipal Délégué
aux Marchés, Commerces
et Occupation du Domaine Public